



## L'UNION EUROPEENNE AU SERVICE DES PEUPLES ET DE LA PAIX!

Il est des moments privilégiés dans la vie des hommes lorsque l'évolution des sociétés les pousse à modifier des comportements que l'on croyait immuables, prenant ainsi conscience de l'interdépendance des êtres et de leur complémentarité dans le respect mutuel de leur culture.

Les bouleversements que le monde entier a connus à l'issue du conflit déchirant de 1939-1945 ont profondément modifié les rapports qui existaient entre les peuples.

L'incroyable violence de ce drame humain a frappé à tout jamais les esprits et l'homme a compris alors qu'il convenait de ne jamais recommencer.

C'est ainsi que le rêve d'une Europe unie, durant tant de siècles caressé par les plus grands esprits, commença à se transformer en réalité.

1949 voit la création du Conseil de l'Europe ; 1951 est l'année de la première Communauté, celle du charbon et de l'acier ; 1957 met en place la Communauté économique européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique.

Trois années qui sont autant d'étapes illustres qui ont permis qu'aujourd'hui, tout conflit est désormais impensable en Europe. Et si nous devons regretter que de nombreux foyers de guerre existent dans le monde, il est indéniable que la sagesse enfin trouvée en Europe aura, à terme, une influence bénéfique pour que tous les peuples du monde connaissent la paix.

C'est pourquoi notre responsabilité est grande en cette fin de siècle. Retarder la réalisation de l'Union européenne, c'est retarder le développement harmonieux du bien-être de tous les peuples et de la paix universelle.

Au-delà des difficultés, il faut savoir dépasser nos égoïsmes et oeuvrer pour que les générations de l'an 2000 aient les moyens de vivre avec enthousiasme l'unité de leur destin.

Alors ne repoussons pas davantage l'Union européenne :

- 1) - Sachons reconnaître que nos Etats sont aujourd'hui trop petits et trop faibles pour jouer seuls un rôle positif dans le concert mondial ;
- 2) - Ayons la lucidité et l'enthousiasme des gens de progrès qui savent prendre en charge leur avenir, évitant qu'un confort toujours précaire les attache à des privilèges fragiles ou à des pouvoirs illusoire ;
- 3) - Refusons de nous satisfaire de l'injustice de la vie et veillons à ce que nul n'ait droit au superflu tant que chacun n'a pas le nécessaire ;
- 4) - Sachons doter cette communauté de 12 pays, qui demain sera plus large encore, des institutions indispensables à la conduite des politiques qui sauront contribuer à la paix, à la démocratie, aux libertés et à la prospérité des peuples.

Ensemble, faisons que 1989, puis 1992 soient deux dates que l'on puisse compter au nombre des événements de l'histoire, l'une voyant l'Europe devenir enfin adulte en promulguant un Traité-Constitution de l'Union, l'autre voyant s'achever ce grand espace intérieur qui placera l'Europe au rang des grandes nations modernes.

Aujourd'hui il n'est plus temps de discourir, il faut agir et créer l'Union européenne !

**Alain Réguillon**  
Président du Comité pour  
l'Union européenne

Un cortège long de plus de deux kilomètres dans les rues de la ville. Grand succès de la récolte de signatures à la fête de l'Europe. Lundi 29 juin, la police disperse brutalement un sit-in pacifique des fédéralistes qui demandaient pour le Parlement européen le mandat constituant.

BRUXELLES - 28 et 29 JUIN 1987

Les Fédéralistes sont sortis des catacombes ! Bruxelles : c'est notre première manifestation de masse depuis le grand rassemblement de Milan (29 juin 1985) et l'adoption de l'Acte unique de Luxembourg (3 décembre 1985), qui nous avait quelque peu traumatisés ...

## FEDECHOSSES

POUR LE FEDERALISME

PRESSE FEDERALISTE

26 RUE SALA - 69002  
LYON

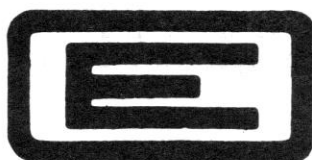
Directeur de la publication  
J.L. PREVEL

Comité de rédaction

J.F. BILLION  
F. BLANCHARD  
C. CABOCEL  
J.M. DUBOS  
A.M. GORDIANI  
B. LESFARGUES  
J.P. PASDELOUP  
C. REVEYRAND  
B. SAINT-GAL

Imprimerie BRESSAUD  
93, Cours Lafayette  
69006 Lyon

Commission paritaire 56256



A l'initiative de l'UEF et de la JEF, des citoyens européens se sont rassemblés en très grand nombre à Bruxelles pour rappeler à leurs chefs de gouvernements (qui se réunissaient le lendemain en conseil européen) que l'Union européenne est plus que jamais indispensable et réclamer l'attribution d'un mandat constituant au Parlement européen. D'importantes délégations sont venues d'Italie (20 cars), d'Allemagne (environ 10 cars), de France (6 cars, dont deux de la région lyonnaise à l'initiative du Comité Rhône-Alpes pour l'Union européenne et de la JEF/Rhône-Alpes), d'Espagne (2 cars), du Grand-Duché (1 car), des Pays-Bas, de Grande-Bretagne, du Danemark, de Grèce, de Norvège, de Suède, d'Autriche, ... mais aussi de toutes les provinces de Belgique. Tous se sont retrouvés au cœur de Bruxelles, sur la grand'place, avec leurs bannières, drapeaux et calicots, le dimanche 28 juin vers 11 heures. Le président de l'UEF, John PINDER, avait même pris la précaution de réserver une chambre dans un hôtel de la grand'place pour être sûr d'être le premier sur les lieux !

Avant de prendre place en tête du cortège, les nombreuses personnalités qui avaient répondu à l'appel des Fédéralistes, étaient reçues à l'Hôtel de Ville par le Bourgmestre de Bruxelles. A 11h45, c'est le départ de notre marche vers le Parc du Cinquantenaire. Notre long cortège, très coloré, parcourt le Mont des Arts, la Place Royale, la rue de Namur, les boulevards de la petite ceinture, la rue Joseph II, le boulevard Charlemagne (siège du Conseil), le rond-point Schuman (siège de la Commission), et la rue de la Loi, pour enfin atteindre les arcades du Cinquantenaire, soit un trajet d'un peu plus d'une heure. Nous formions une impressionnante colonne de plus de deux kilomètres de longueur. Nous étions environ 20 000 personnes ; cette estimation a été confirmée par les spécialistes les plus sérieux. C'est aussi le chiffre qui a été retenu par la presse et la télévision. C'est beaucoup plus que la grande manifestation des agriculteurs organisée par le COPA au début du mois de juin. Plusieurs caméras de télévisions (RTBF & BRT, RAI, RTL, ARD, ...) avaient pris place le long du parcours. Monsieur Wilfried MARTENS,

Premier Ministre belge et président du Conseil Européen, a même rejoint (très discrètement) notre cortège ; il a parcouru le dernier kilomètre au milieu d'un groupe de manifestants namurois.

Malheureusement, à l'arrivée, la faim et la soif aidant, le cortège s'est disloqué un peu trop rapidement ; les discours et la clôture de la manifestation, sur l'esplanade du Cinquantenaire, se sont déroulés dans la confusion et dans un certain désordre. Nous avons entendu les présidents PLUMB (Parlement), MARTENS (Conseil) et DELORS (Commission), invités par "les jeunes" (jeunes démocrates-chrétiens, socialistes et libéraux + JEF), divers témoignages, dont celui du Professeur Robert TRIFFIN, et enfin le discours de notre président, John PINDER qui, en terminant, rappelait : "Nous ne représentons pas seulement les 70 000 membres de l'Union des Fédéralistes Européens et de la Jeunesse Européenne Fédéraliste ; nous représentons aussi (les sondages le prouvent) plus de 150 millions d'électeurs qui réclament l'Union européenne. En leur nom, nous demandons que le Parlement Européen reçoive le mandat de rédiger la constitution de l'Union Européenne, sur la base du projet SPINELLI, en vue de la soumettre directement à la ratification des Etats".

Le lendemain, vers 14h30, malgré l'interdiction des autorités, plusieurs centaines de militants fédéralistes (dont de très nombreux italiens) se sont retrouvés, fidèles au rendez-vous, pour accueillir les chefs de gouvernements à leur arrivée au Charlemagne. Le moins que l'on puisse dire, c'est que cette manifestation n'est pas passée inaperçue. Madame THATCHER a été saluée à son arrivée par un chahut assez spectaculaire et par quelques projectiles "made in Ventotene". Nous avons pu constater aussi que la police de Bruxelles semble avoir plus d'appétits à réprimer

énergiquement les débordements des militants fédéralistes qu'à affronter les violences des hooligans britanniques ...

Je ne me sens pas capable de dresser un bilan objectif de ces manifestations. Il y a bien sûr de nombreux motifs de satisfactions, mais aussi des regrets, des leçons à tirer pour l'avenir, ... Tel est, dans le désordre, l'objet des quelques réflexions que je vous livre pour terminer ce compte-rendu :

- Le cortège à travers les rues de Bruxelles fut certainement une réussite. Un seul regret : nous étions un peu trop silencieux.
- Jusqu'à la dernière minute, nous étions assez inquiets quant à la participation de la population belge. Fort heureusement, malgré un contexte politique peu favorable (si on fait la comparaison avec Milan) et une certaine indifférence des médias, beaucoup de Belges se sont mobilisés, et pas seulement le milieu assez restreint des militants fédéralistes et européens. C'est une surprise agréable et un encouragement.
- Cependant, la manifestation était vraiment européenne : le poids des différentes délégations était relativement équilibré ; les fédéralistes italiens, allemands et français avaient fait un gros effort. Je crois que l'UEF commence à exister vraiment. A l'avenir, il faudra insister encore pour que chaque délégation, même très petite, pense à se munir de drapeaux et pancartes, avec le nom de leurs villes, provinces et régions ... Certains avaient fait l'effort de venir de très loin (de Grèce, d'Espagne ou de Norvège, notamment), mais sont passés inaperçus.
- Autre surprise agréable : le nombre et



L'arrivée du cortège sur la place du Cinquantenaire



Un groupe de personnalités à la tête de la manifestation



la qualité des personnalités présentes dans le cortège. Il y avait des Ministres (et non des moindres), des Commissaires européens, présidents de partis, de nombreux parlementaires européens et nationaux, représentants des régions et provinces, bourgmestres et maires ... Les différentes familles politiques étaient représentées de façon assez équilibrée ; c'est important aussi.

- Cette manifestation a été préparée par un petit groupe de militants de l'UEF-Belgique, de la JEF-Belgique et de l'UEF-Communautés, relayés quelques noyaux actifs dans plusieurs provinces du pays. Nous manquions cruellement d'expérience et de moyens financiers ; nous n'avions aucune cohésion ; nous avons commis beaucoup d'erreurs. Et pourtant, le résultat n'est pas trop décevant. Cela devrait encourager les fédéralistes européens à être moins timides. Ce qui s'est fait en Belgique, peut aussi se faire en Allemagne ou en France. Cela ne doit pas nécessairement être une manifestation ou un cortège ; nous pouvons éventuellement réfléchir à d'autres formes d'actions.
- La télévision, en Belgique surtout, a consacré beaucoup d'images et de commentaires à la manifestation du 28 juin ; nous avons même eu droit à un reportage en direct vers 12 heures. Les journaux du lundi matin étaient beaucoup plus discrets. Heureusement, cela a été abondamment compensé par les échos de la manifestation du lundi. Nous avons encore beaucoup de progrès à faire dans nos relations avec les journalistes ; c'est un travail fort ingrat !
- Différents spectacles, fêtes et expositions ont eu lieu à Bruxelles, parallèlement à notre manifestation, au Parc du



10.000 signatures à l'appel recueillies au stand de l'UEF

Cinquantenaire (à l'initiative de Fernand HERMAN et de "Bruxelles Promotion") et sur la grand'place (à l'initiative du groupe socialiste du Parlement européen). Plusieurs dizaines de millions de francs belges y furent consacrés. Nous pensions trouver là des alliés ; ce furent souvent des concurrents. Plusieurs centaines de milliers de personnes se sont déplacées ; pour beaucoup, c'était aussi une façon de manifester sa sympathie vis-à-vis de l'idée européenne. Ce n'est pas tout à fait négatif.



Bruxelles : en haut la police intervient contre le sit-in des fédéralistes devant le Palais Charlemagne.  
en bas l'arrestation de François Bourguignon.

- Le stand des Fédéralistes, sur l'esplanade du Cinquantenaire, a attiré beaucoup de monde. Pendant trois jours, plusieurs milliers d'appels ont été signés. A l'avenir, il faudra en profiter pour mieux faire connaître notre mouvement, ses objectifs, ses activités, ses publications, ses revues, ...
- La rencontre avec Delors, Martens et Plumb, à l'arrivée du cortège, avait été organisée en collaboration avec les jeunes des partis politiques. Nous pensions que c'était important de pouvoir faire ce travail avec eux. Nous les avons pris un peu trop au sérieux. Ils avaient annoncé qu'ils étaient capables de mobiliser 10 000 jeunes ; ils ne furent que 40 ! Autre erreur à ne pas répéter : pré-

voir les discours au départ du cortège, et non pas à l'arrivée.

- Les incidents du 29 juin ont eu grand retentissement à la télévision et dans la presse. Tant mieux. Mais, à l'avenir, nous devrions être plus prudents peut-être, sans pour autant renoncer à de telles actions ; il faut éviter que les Fédéralistes soient considérés comme des "agitateurs". Les forces politiques doivent pouvoir nous considérer comme des interlocuteurs sérieux. C'est la réputation et la crédibilité de notre mouvement qui est en jeu.

- Comme prévu, malgré l'acharnement de

Monsieur Martens, les résultats de ce sommet sont très décevants. Tant mieux ; cela apporte de l'eau à notre moulin.

Merci à tous ceux qui, par leur travail, par leurs conseils, par leur présence à Bruxelles, ont contribué à la réussite de cette manifestation.

La campagne pour la démocratie européenne est lancée. Elle ne fait que commencer ; il reste encore beaucoup à faire.

François Bourguignon

#### FORTE DELEGATION RHONE-ALPINE A BRUXELLES

De la région Rhône-Alpes, plus de 100 personnes se sont rendues à Bruxelles pour participer à la manifestation et à la fête européenne placée sous la triple présidence de Lord PLUM, Président du Parlement Européen, de Monsieur Jacques DELORS, Président de la Commission Européenne, et de Monsieur MARTENS, Premier Ministre Belge, Président en exercice du Conseil Européen.

Ce déplacement a été réalisé grâce à la

conjugaison des efforts du Conseil des Communes et Régions d'Europe, du Comité pour l'Union Européenne et de la Jeunesse Européenne Fédéraliste.

Nul doute que les participants qui ont effectué ce voyage ont conforté leur désir de contribuer à ce qu'en 1989, le Parlement Européen, dont les membres seront élus pour la troisième fois au suffrage universel direct, soit investi de la mission d'élaborer un Traité-Constitution de l'Union européenne.



### ILS SONT AVEC NOUS

Extrait d'une interview de Monsieur Wilfried Martens, premier ministre belge, au journal de Bruxelles La Cité à l'occasion du dernier Conseil européen.

*« Je ne suis pas pessimiste, mais je suis conscient des problèmes que rencontre la Communauté. Mon message sera d'ordre politique. Je participe depuis huit ans au*

*Conseil européen, j'ai eu des contacts cette semaine, et je suis plus que jamais convaincu que l'union politique est nécessaire. Certains ont cru que l'intégration économique évoluerait automatiquement vers une*

*union politique, mais je suis convaincu que l'union économique et monétaire, avec les divergences dont je vis maintenant l'illustration, n'engendrera pas automatiquement l'union politique. Une initiative politique pro-*

*pre, je pense à la formation d'un exécutif européen responsable devant le Parlement ou élu directement, est nécessaire. C'est aux nouvelles générations de promouvoir cette initiative. »*

# LA MANIFESTATION DE BRUXELLES DANS LA PRESSE

## Les Fédéralistes européens veulent donner plus de poids au Parlement

Altiero Spinelli souhaitait la réalisation d'une véritable Union européenne via l'action de la seule représentation démocratique au niveau communautaire, le Parlement européen.

Depuis, l'Acte unique a été voté mais avec ce nouvel instrument juridique, le Parlement garde les mêmes pouvoirs consultatifs. Les Fédéralistes européens reprennent l'idée de Spi-

Le Soir  
26 juin 1987

## Europa: niet steeds feest

de Standard, 26.6.1987

De grootse „European Festivities" die einde deze maand te Brussel plaats hebben om 30 jaar EEG te vieren en die gedeeltelijk samenvallen met de Europese top van einde deze maand, vormen voor de Europese federalisten de aanleiding om aandacht te vragen voor hun ideeën over de toekomst van Europa.

De federalisten vinden dat de bestaande Europese verdragen grotendeels zijn uitgewerkt. De strategie van het geleidelijk naar elkaar toe groeien verloopt veel te traag en 'riskeert door de problemen van economische en sociale politiek, milieuvontreiniging, internationale veiligheid achterhaald te worden. De Europese Gemeenschap is niet uitgerust om politieke initiatieven te ne-

Conseil européen

# L'impératif agricole

Entretiens franco-allemands avant la réunion, ce soir, des ministres concernés.



Les « fédéralistes européens » ont profité du sommet de Bruxelles, pour manifester sous le drapeau de la CEE en demandant « les États-Unis d'Europe tout de suite » et un Parlement européen disposant de pouvoirs accrus. (Photographie REUTERS.)

La Libre Belgique  
20 juin 1987

## Les Fédéralistes chez Martens

Des parlementaires européens de l'Inter-groupe Fédéraliste du Parlement européen ont été reçus, jeudi, par le Premier ministre Wilfried Martens. Ils ont obtenu de celui-ci que l'union européenne soit inscrite à l'ordre du jour du Conseil européen des 29 et 30 juin. M. Dastoli, secrétaire de l'Inter-groupe, veut rester vigilant, afin que le rapport Herman (voir nos éditions du mardi 16 juin) adopté par le Parlement européen ne reste pas lettre morte.

Les Fédéralistes européens organisent une grande marche à Bruxelles, le dimanche 28 juin, à 11 h. Ils veulent ainsi démontrer que les citoyens européens sont en avance sur leurs gouvernements nationaux en matière d'intégration européenne.

LE FIGARO mardi, 30 juin 1987

## Festividades culturales

I. C. J. M. Brusela  
Una gran fiesta popular, bautizada European Festivities (Festividades Europeas), se desarrollará en Bruselas al margen de la cumbre, con la que la ciudad celebrará dignamente el 30º aniversario de la creación de la Comunidad Europea (CE) e intenta también merecerse su fama de capital de Europa.

En el parque del Cincuentaenario, a tan sólo 300 metros del edificio Carlomagno —donde se reúnen los máximos dirigentes europeos—, tienen lugar, durante cuatro días, manifestaciones

culturales, debates, espectáculos y juegos para niños, casi todos relacionados con la construcción europea.

Pero cuiza el plato fuerte de las manifestaciones culturales sea la ópera *Nabucco*, de Giuseppe Verdi, interpretada por la Ópera Real de Valonia, y el Ballet del Siglo XX, del coreógrafo Maurice Béjart, que se despiden así de Bruselas, a la que traiciona para instanciarse en Lausana. Su último espectáculo se desarrollará en un teatro prefabricado y cubierto, de 4.424 plazas, erigido para la fiesta y que será después desmantelado.

Los presidentes de las tres instituciones comunitarias —Consejo de Ministros, Comisión Europea y Parlamento Europeo— acudieron el domingo a

charlar con los jóvenes de los problemas del Viejo Continente, pero fueron recibidos por un intenso «cheo», que el francés Jacques Delors, visiblemente irritado, achacó a los radicales italianos emboscados entre el público. La policía belga hizo uso de la fuerza para reprimir una manifestación de un centenar de federalistas europeos, en su mayoría del Partido Radical, que se desarrolló ante el edificio Charlemagne. Un policía resultó herido. Francesco Piriagrecio, ex secre-

EL PAIS  
30.6.1987



# Euro-fanatics drown out bickering at the summit

Financial Times  
June 30 1987

large numbers of helmeted and truncheon-wielding police managed to pacify them.

A PASSIONATE demonstration of Euro-enthusiasm upstaged the predictable and largely nationalistic bickering of EC heads of state as the European summit got under way in Brussels yesterday.

Hordes of Euro-fanatics descended on the Charlemagne building just after lunchtime

making their presence felt with placards calling for a "United States of Europe" and throwing water "bombs" constructed from balloons commemorating the 30th anniversary of the Treaty of Rome. Several appeared to be aimed in the direction of the British Prime Minister, Mrs Margaret Thatcher, who was quickly

surrounded by a swarm of Belgian security men no doubt fearing the real thing. Two demonstrators are understood to have been arrested.

Their chanting was not quite "monoglot" British president of farmers—a more vocal group occasionally seen in these parts. terday via the "first ever" summit the strong reaction of the met meeting between heads of

## Vertice europeo: botte fuori, divisioni dentro

di Anna Maria Merlo

BRUXELLES. Spintoni e botte per i circa 200 federalisti e radicali che ieri, all'arrivo dei capi di stato e governo a palazzo Charle Magne dopo il pranzo con re Baldovino, hanno manifestato per l'Europa unita. Un inizio un po' bruttino, per un vertice europeo che si è preannunciato al ribasso, in sintonia con un semestre di presidenza belga del Consiglio comunitario che è non troppo tranquillamente trascorso, tra fallimenti e rimandi a un non meglio definito futuro. Marco Pannella e il deputato Ciccio Messere sono stati malmenati, mentre una polizia che di fronte alla propria disorganizzazione non trova di meglio che reagire con la violenza, se l'è presa anche con il successore di Altiero Spinelli al seggio del Parlamento europeo, Carlo Alberto Graziani. Francesco Parlagraeco, segretario del federalisti di Roma, è stato fermato dopo essere stato picchiato, soltanto per aver tentato un sit-in davanti al Charle Magne, e nel tardo pomeriggio di ieri non era ancora stato rilasciato.

**Si è aperto ieri pomeriggio a Bruxelles, in una atmosfera di incertezza, il vertice dei dodici che si concluderà oggi. I governi membri non pare abbiano preso coscienza della gravità dei problemi sul tappeto e non si delineano accordi sostanziali sui nodi strutturali e finanziari che attanagliano la vita della Comunità. Prima dell'inizio dei lavori vi è stata una forte contestazione da parte di federalisti e radicali. Il vertice si conclude oggi in giornata.**

**Avanti!**  
30 giugno 1987

Questo episodio paradossale — manganellate in testa a chi chiede che la Comunità faccia quello per cui è stata creata — potrebbe essere preso a simbolo di uno tra i peggiori momenti che la Cee abbia mai passato.

### ■ I manifestanti di Bruxelles

Della manifestazione che si è svolta a Bruxelles il 29 giugno in occasione del Consiglio europeo e che ha visto la gendarmeria belga scatenarsi contro i manifestanti, rei di aver bloccato il corteo delle auto dei capi di Stato e di governo che si avviavano a consumare l'ennesimo inutile rito mostrando ancora una volta la loro incapacità di costruire l'Unione politica europea, la « Repubblica » — a differenza di quasi tutti i giornali e le televisioni europee — ha dato un'interpretazione in chiave fondamentale e radicale.

Posso testimoniare che si tratta di un'interpretazione unilaterale: la grande maggioranza dei manifestanti era federalista e dei federalisti erano sia gli slogan (Unione politica subito, referendum europeo), sia l'iniziativa clamorosa; federalisti infine gli arrestati che, oltre tutto, sono stati ingiustamente e selvaggiamente picchiati.

Prendo comunque atto — un po' con disincanto, un po' con amarezza — che sono state necessarie le uova marce contro la Thatcher e gli altri premiers europei perché i mass media si rendessero conto del fatto che in Europa esistono cittadini e forze politiche che si adoperano per costruire una vera unione politica europea nella convinzione, suffragata dai fatti, che senza questa unione non sarà possibile fare neanche l'Europa delle uova fresche.

Ed è significativo che dell'imponente corteo dei federalisti europei di tutta Europa (oltre 20.000 persone) che si era svolto il giorno prima a Bruxelles per dire queste cose al Consiglio europeo né la stampa né la televisione avevano dato alcun conto.

Carlo Alberto Graziani  
deputato al Parlamento europeo

la Repubblica  
3 luglio 1987

Il Manifesto - 30 giugno 1987

Il Giornale  
30 giugno 1987

## La marche des euromanes

En juin 1985, ils étaient cent mille fédéralistes européens venus des quatre coins de la Communauté à se réunir sur la Piazza del Duomo à Milan.

Les fédéralistes européens sont des euromanes. Ils veulent plus d'Europe, une intégration plus poussée, une monnaie européenne, un parlement qui ait de véritables pouvoirs, un organe exécutif détaché des égoïsmes nationaux, bref, une Europe qui fonctionne et qui ait son mot à dire dans le concert international. Pour eux, la Communauté actuelle n'est ni efficace — qui leur donnerait tort? —, ni démocratique puisque les décisions se prennent sans le Parlement élu. Ils veulent aussi élargir ses compétences, trop limitées puisqu'elles ne sont qu'économiques, en une union politique, dans la lignée de celle du rapport Spinelli de 1984.

S'ils ne sont pas constitués en parti politique, les fédéralistes européens ont des adhérents dans tous les pays et dans tous les partis. Un intergroupe fédéraliste a d'ailleurs été constitué au sein du Parlement européen qui regroupe environ cent cinquante parlementaires qui appuyent leurs revendications. Parmi eux, on retrouve la quasi-totalité des euro-députés belges, à l'exception des libéraux De Winter et Beyer. Des intergroupes fédéralistes européens existent également maintenant au sein des Parlements belge et

italien, et d'autres sont en voie de constitution. Il n'y a, hélas, que dans les gouvernements qu'il n'y a pas de fédéralistes européens: à ce niveau, la règle du chacun pour soi continue souvent à dominer.

Dimanche à 11h00, ils se rassembleront sur la Grand-Place avant de marcher vers le Cinquantenaire où ils entendront des messages des présidents des trois grandes institutions européennes: Wilfried Martens (qui en a reçu une délégation la semaine dernière et qui a promis d'évoquer, pendant le Conseil européen, la question de l'union politique), Lord Plumb et Jacques Delors.

Cette marche sera le tremplin d'une revendication précise. Partant de l'idée qu'il ne sert à rien de continuer à voter pour un Parlement sans pouvoirs, les fédéralistes veulent qu'en 1989 les citoyens des Douze élisent un Parlement constituant qui sera chargé de rédiger un traité instituant l'Union politique. Ils souhaitent également l'organisation, en même temps que ce scrutin, d'un référendum consultatif pour demander aux habitants de la Communauté de se prononcer pour ou contre cette union. C'est la foi qui déplace les montagnes.

**Bruxelles, la Cee si arena sui veti incrociati**

La polizia bastona i dimostranti radicali mentre il Consiglio europeo va verso il fallimento

La Cité - 27/28 Juin 87

CONFERENCE PARLEMENTAIRE SUR L'UNION EUROPEENNE

Des parlementaires des douze Etats membres et du Parlement européen se penchent sur la nouvelle stratégie pour l'Union.

Organisée par la Chambre des Représentants de Belgique, la Conférence parlementaire sur l'Union européenne a réuni, le 18 et 19 mai au Palais d'Egmont à Bruxelles, les représentants des parlements nationaux des douze Etats membres, ainsi qu'une délégation de la commission institutionnelle du Parlement européen. Le but de la réunion était une réflexion d'ensemble sur la nouvelle stratégie, élaborée par la commission institutionnelle.

Quatre documents étaient à l'examen de la Conférence :

- la nouvelle stratégie pour l'Union (rapporteur M. Fernand HERMAN, Parti populaire européen, belge),
- le coût de la non-Europe (rapporteur Sir Fred CATHERWOOD, conservateur britannique)
- le déficit démocratique (rapporteur M. Michel TOUSSAINT, libéral, belge),
- le problème d'un référendum sur l'Union (rapporteur M. Carlos Maria BRU PURON (socialiste, espagnol),

L'Europe comme facteur essentiel de la vie internationale.

M. Sergio SEGRE (communiste, italien), Président de la commission institutionnelle, a apporté à la Conférence les salutations et les vœux du Président du Parlement européen, Lord PLUMB. L'an 2000, a affirmé M. SEGRE, est aux portes et il n'y a plus de temps à perdre. Nous n'avons pas le droit de gaspiller les perspectives de l'Europe mais, au contraire, le devoir de bâtir un cadre institutionnel, politique, économique et culturel, qui permettra à l'Europe unie de devenir un sujet et un facteur essentiel de la vie internationale et des efforts tendant à la construction d'un monde plus juste, plus sûr, plus capable d'assurer les droits de tous les peuples et de tous les hommes.

Sir Fred CATHERWOOD a rappelé que le coût de la non-Europe présente une charge considérable pour les économies des Etats membres. Le chiffre, souvent cité de 5 % du PNB, ne semble pas exagéré.

M. Michel TOUSSAINT a mis en évidence le "déficit démographique" de la Communauté, dû au fait que les compétences des parlements nationaux sont réduites, tandis que celles du Parlement européen n'ont pas été augmentées. Pour remédier à cette situation, le rapporteur préconise une collaboration étroite entre les parlements nationaux et le Parlement européen.

Pour M. BRU PURON, il serait très opportun d'envisager la possibilité d'une consultation du peuple européen via un référendum orientatif ou même contraignant.

La nouvelle stratégie du Parlement européen.

Enfin, M. Fernand HERMAN a illustré la nouvelle stratégie que le Parlement européen devrait suivre pour la réalisation de l'Union européenne en partant de la constatation que l'Acte unique ne constitue pas une réponse suffisante à la "demande d'Europe" qui surgit de l'opinion publique.

Le débat sur les 4 rapports a vu la participation de nombreux députés nationaux en large majorité favorable à la démarche entamée par le Parlement européen. Plusieurs orateurs ont demandé que l'initiative de la Conférence parlementaire, prise par la Chambre belge, soit continuée à l'avenir par les autres présidences afin de rendre régulière et permanente la consultation entre le Parlement européen et les parlements nationaux.

**LE PARLEMENT EUROPEEN DETERMINE SA STRATEGIE EN VUE D'ARRIVER A L'UNION EUROPEENNE.**

C'est à une très large majorité - 207 voix contre 26 et 19 abstentions - que le Parlement européen a voté le rapport intérimaire de M. Fernand HERMAN (PPE, B), au nom de la commission institutionnelle, fixant la stratégie du Parlement européen en vue de la création de l'Union européenne.



**VERS UNE STRATEGIE DU PARLEMENT EUROPEEN  
POUR PASSER DE L'ACTE UNIQUE A L'UNION  
EUROPEENNE.**

Les institutions européennes sont désormais issues d'une double légitimité démocratique : la légitimité nationale qui se manifeste au sein du Conseil à travers les gouvernements ayant la confiance de leurs Parlements et la légitimité communautaire qui s'exprime par le Parlement élu au suffrage universel direct. En conséquence, toute évolution ou transformation de la Communauté devrait procéder de cette double légitimité. Le Parlement revendique donc la mission de préparer et de proposer le projet d'Union européenne.

L'Union européenne est l'aboutissement du processus d'intégration commencé avec la déclaration Schuman du 9 mai 1950, qui lançait le Traité CECA, "première étape vers une fédération européenne indispensable pour la sauvegarde de la paix". Au cours de ces 35 dernières années, cet objectif a été constamment réaffirmé par les Etats membres, avec plus ou moins de solennité. Seul, le Parlement européen a pris au pied de la lettre cet engagement, en présentant le 14 février 1984, un projet de traité instituant l'Union européenne. L'Acte unique européen, s'il augmente les chances de réaliser le marché intérieur, n'institue pas l'Union européenne, au sens où celle-ci devrait comporter un saut qualitatif vers la constitution d'un pouvoir politique et démocratique européen.

La commission institutionnelle estime donc qu'il est nécessaire de préparer dès à présent le passage de l'Acte unique à l'Union européenne et demande que le Conseil européen ou, à défaut, les gouvernements des Etats membres confient au Parlement élu la mission de rédiger un projet d'Union européenne avec le concours des autres institutions communautaires, afin qu'il soit soumis pour ratification aux autorités nationales compétentes.

Quant aux citoyens européens, ils devraient pouvoir se prononcer sur la transformation de la Communauté en Union. Il appartient à la commission institutionnelle d'étudier les moyens par lesquels ils pourraient s'exprimer.

Ce projet devrait s'articuler autour des principes suivants :

- "subsidiarité" en vertu de laquelle ne sont transférés à l'Union que les pouvoirs qui, de l'avis général, peuvent

être exercés avec plus d'efficacité et à moindre coût européen qu'au niveau national,

- "compétence d'attribution", c'est-à-dire que l'Union n'exerce que les compétences qui lui sont expressément attribuées, les autres restant aux Etats membres,
- "durée illimitée" de l'Union et caractère irréversible de l'acquis communautaire,
- "primauté" du droit de l'Union sur le droit national,
- séparation des pouvoirs,
- "caractère évolutif" de l'Union selon lequel les matières de compétence nationale peuvent d'un accord unanime devenir des matières de compétence concurrente ou exclusive de l'Union,
- "caractère représentatif", démocratique et conforme à l'état de droit de l'Union et de ses organes.

Des arrangements transitoires pourraient être conclus avec les Etats qui ne seraient pas dans un premier temps en mesure de ratifier le projet en même temps que la majorité des autres Etats.

La procédure à suivre serait de demander à la commission institutionnelle du Parlement de prendre les contacts appropriés avec les instances gouvernementales et parlementaires nationales, les forces économiques sociales ..., afin de déterminer les modalités de la procédure à suivre pour préparer au cours du mandat du troisième Parlement élu la transition de la Communauté en Union politique. Elle devrait aussi mobiliser l'opinion publique et présenter en séance plénière un rapport final sur la stratégie du Parlement européen en vue de la création de l'Union européenne, intégrant les résultats de ses contacts et l'aboutissement de la réflexion sur le déficit démocratique, le coût de la non-Europe et la consultation des citoyens.

## L'EUROPE ET L'INTEGRATION LATINO - AMERICAINE

Le 20 avril 1987 a été fondé à Rosario, deuxième ville de l'Argentine, une nouvelle section du MFE (UEF Italie). Elle va maintenant se joindre à celle de Buenos Aires qui oeuvre, animée par Elio Pasian, depuis des années pour la diffusion des idéaux du fédéralisme à l'intérieur de la communauté des émigrés européens en Argentine et des composantes les plus actives et les plus progressistes de la vie politique et culturelle d'Amérique latine.

Fédéchoses est heureux à cette occasion de publier un article du président des fédéralistes européens d'Argentine, le professeur Walter Gardini.

A plusieurs reprises, au siècle passé, les visionnaires qui luttèrent pour bâtir l'unité européenne prirent leur inspiration dans ce qui s'était passé en Amérique du Nord. De son côté, Georges Washington fut l'un des premiers à prophétiser, dans une lettre à un collaborateur français, qu'il y aurait un jour des "Etats-Unis d'Europe".

Le 1er mai 1986, le Président de la République argentine, Raul Alfonsín, a affirmé dans un discours devant les deux chambres du parlement : "Nous devons penser en termes d'espace régional. Lorsque nous considérons la question de l'intégration il est logique que nous observions les pas qui, à un moment déterminé, ont été effectués dans d'autres régions. En ce sens, la période qui a commencé avec la création de la Communauté européenne du charbon et de l'acier pour s'achever avec la création de la Communauté européenne, pourrait bien constituer un exemple que nous devrions suivre".

### L'idéal de Bolivar et la réalité.

L'appel à l'unification des pays latino-américains remonte directement au père de leur indépendance : Simon Bolivar. Il écrivait : "C'est une idée grandiose que de prétendre faire de tout le Nouveau Monde une seule nation dont toutes les parties seraient liées. Puisque ses populations ont une même origine, une seule langue, une seule religion, de mêmes coutumes, elles devraient par suite n'avoir

qu'un gouvernement qui fédérât les divers Etats constitués" (\*).

Ces phrases furent écrites en 1815 et constituent une idée maîtresse du *Libertador* vénézuélien tout au long de sa vie.

Malheureusement, peu après avoir gagné leur indépendance, les républiques latino-américaines se laissèrent aller à l'anarchie, se livrèrent à des querelles fratricides et s'abandonnèrent à la tyrannie de démagogues et de caudillos.

Toutefois ceux qui tentaient de maintenir l'idéal de Bolivar ne disparurent jamais. Leurs motivations étaient les mêmes que celles qui se faisaient jour en Europe : préserver la paix, augmenter la prospérité et l'efficacité économique, se libérer des pressions des superpuissances, acquérir un plus grand pouvoir de médiation politique et refléter de manière plus cohérente l'homogénéité des traits culturels tels que la langue, l'histoire, les coutumes et la religion.

Depuis 1950 et comme un reflet des premiers succès de la CEE sur le chemin de l'intégration, différents secteurs politiques, intellectuels, économiques, diplomatiques et patronaux ont commencé à pousser des idées et des propositions visant à un objectif similaire en Amérique latine.

### Les premières réalisations.

L'idéal de l'intégration latino-américaine a généré des débats, attiré l'attention des chercheurs et des milieux professionnels, orienté des colloques et donné lieu à de nombreuses publications. Des organismes spécifiques culturels, politiques et commerciaux ont été créés pour atteindre un objectif apparaissant à l'écart de toute contestation. Nous mentionnerons seulement le Pacte andin (avec 5 pays membres), l'Association latino-américaine de libre échange (ALALC créée en 1960), transformée en 1980 en Association latino-améri-

(\*) Simon Bolivar, Lettre à un habitant de la Jamaïque, Kingston, 6 septembre 1815, cité in Simon Bolivar, *L'Unité impossible*, Ed. La Découverte/Maspéro, Paris, 1983, p. 114.

caine d'intégration (ALADI avec 11 pays membres) et l'Institut pour l'intégration latino-américaine (INTAL).

Au cours des 25 dernières années le commerce entre les pays de l'Amérique latine a cru de manière substantielle ; on a également vu apparaître des mécanismes de crédits et de paiements réciproques, des régimes de préférences commerciales, des programmes de complémentarité industrielle, des systèmes de coordination et de consultation des politiques économiques.

Les résultats globaux sont toutefois éloignés de ce que l'on avait d'abord imaginé en pensant à la Communauté européenne.

Cela est dû à quatre obstacles principaux : la présence de gouvernements militaires, le manque en conséquence de véritable volonté politique de ceux qui devaient assumer la réalisation de l'intégration, l'appréhension et la résistance de secteurs industriels risquant d'être affectés par une ouverture commerciale et l'interférence négative de puissances étrangères dans les affaires latino-américaines.

#### Les nouvelles perspectives.

Avec l'instauration de la démocratie au Brésil, en Argentine et en Uruguay le moment semble maintenant venu d'avancer avec plus de détermination et de courage vers un but d'une telle importance. C'est là la préoccupation des leaders latino-américains les plus prestigieux.

L'accord économique signé le 29 juillet 1986 entre l'Argentine et le Brésil, avec la participation de l'Uruguay, témoigne d'une véritable vocation d'intégration et de la volonté de transformer les bonnes intentions en réalités.

Dans son discours du 1er mai 1986, déjà mentionné, le président argentin observait que, nonobstant les succès remportés par la CEE, le processus de l'intégration latino-américaine pourrait avoir à être différent : "Quoique l'on ait toujours parlé de commencer par l'économie, dit-il, pour terminer par la politique, peut-être devrions-nous imaginer pour notre région un ordre différent ; renforcer, dès le début la politique, pour consolider, par la suite, l'économie".

Telle était, dans les années 50, la proposition des fédéralistes européens. Elle ne fut malheureusement pas prise en compte et c'est là qu'il faut voir la cause des retards et des échecs partiels qui suivi-

rent.

L'histoire accidentée de la CEE, avec ses lumières et ses ombres, pourrait offrir un stimulant pour avancer d'un pas plus alerte et rapide vers l'intégration latino-américaine.

L'Amérique latine a, pour son bonheur, une homogénéité linguistique, religieuse, culturelle et politique plus grande et plus consistante que celle de l'Europe. Elle n'a pas souffert, durant des siècles, de ces guerres continuelles et destructrices qui ont divisé les peuples européens. Son économie est plus diversifiée et complémentaire que celle de l'Europe.

Il ne manque que l'étincelle qui provoque l'incendie : une poignée d'hommes illuminés et désintéressés qui transforment l'utopie et les rêves en réalité.

Walter Gardini  
Président de la section en  
Argentine du MFE

ABONNEZ VOUS



IL FEDERALISTA

rivista di politica

LE FEDERALISTE

revue de politique

THE FEDERALIST

a political review

Dirigé par Mario Albertini

Abonnement pour trois numéros par an :  
140 F à adresser à :

Presse Fédéraliste 26 rue Sala 69002 LYON

Compte bancaire B.C.C.M. LYON 23.2310 060 55 9



ROME, 3 JUILLET 1987  
FONDATION DE L'INSTITUT D'ETUDES  
ALTIERO SPINELLI

Après la mort d'Altiero Spinelli, l'idée a germé dans l'esprit des promoteurs du séminaire annuel de Ventotene (auquel participeront cette année de nombreux militants de la JEF Rhône-Alpes ou du CPUE), de créer un institut fédéraliste portant le nom du fondateur du MFE et capable de diffuser efficacement la culture fédéraliste.

Le 3 juillet 1987 a donc été créé l'Istituto di studi federalisti Alterio Spinelli. Les organisations suivantes ont participé à sa création : les sections italiennes de l'UEF, du CCRE et de l'Association européenne des enseignants de même que les autorités locales de la région du Latium, de la province de Latina et de la commune de Ventotene.

Le Président de la région Latium a déclaré dans son discours : "L'institut Altiero Spinelli d'études fédéralistes constituera un point de référence européen pour les approfondissements de la pensée et de l'action fédéraliste rendus nécessaires par le saut de caractère institutionnel et politique que quelques gouvernements européens se refusent à accomplir comme un nouveau Conseil européen, à Bruxelles, ces derniers jours, l'a encore montré".

Parmi ses premières tâches, l'Institut se chargera de poursuivre l'organisation des stages pour jeunes militants fédéralistes italiens et européens, d'organiser dans la mesure du possible des stages pour le compte des enseignants de l'AEDE et de publier une série de brochures, "Les Cahiers de Ventotene", en anglais et en français.

Cette nouvelle série de publications qui sera diffusée en Grande-Bretagne par le Federal Trust de Londres et en France par Presse fédéraliste, éditeur de Fédéchoses, permettra par la diffusion de textes de base de la culture fédéraliste de participer à la formation des militants au niveau européen.

#### ABONNEMENT

NOM ..... Prénom .....

Adresse .....

NORMAL : 30 F

SOUTIEN : 50 F

MÉRITANT : 250 F

- Chèque à l'ordre de « Presse Fédéraliste »

- C.C.P. 2490 82 P LYON.

(nos supplémentaires sur simple demande)

Ce journal vous a intéressé - SOUTENEZ-LE ! DIFFUSEZ-LE AUTOUR DE VOUS

FÉDÉCHOSSES - POUR LE FÉDÉRALISME  
26, Rue Sala - 69 002 LYON

DISPENSÉ  
DE TIMBRAGE

LYON - PERRACHE  
ROUTAGE 206

# COMITE POUR L' UNION EUROPEENNE

26, rue Sala / 69002 LYON

Tél. : 78.37.14.75



SOUTENIR LE PARLEMENT EUROPEEN ...

... REUSSIR L'EUROPE!

Le Comité Pour l'Union Européenne n'est pas une association supplémentaire rassemblant quelques personnes soucieuses de se faire intellectuellement plaisir en discutant sur l'Europe.

Ce n'est pas non plus un lieu de complaisances pouvant servir d'alibi à quelques formations politiques que ce soit, ni servir l'intérêt personnel d'individus soucieux de carriérisme.

Le Comité Pour l'Union Européenne répond au souci de l'Union européenne des Fédéralistes qui souhaite qu'un grand débat démocratique puisse, au-delà des clivages traditionnels, s'engager pour construire l'Union européenne.

C'est pourquoi notre action se veut indépendante, critique et constructive.

Notre volonté est de prolonger les débats du Parlement européen en faisant connaître les travaux de sa Commission institutionnelle et les réflexions de son intergroupe fédéraliste.

Notre démarche est de soutenir le Parlement européen qui demande qu'à l'issue de l'élection européenne de 1989, les députés nouvellement élus reçoivent mission d'élaborer le Traité-Constitution de l'Union européenne.

A un moment où les déclarations sur l'Europe fleurissent de toutes parts, il est indispensable qu'une structure indépendante veille à ce que les prises de position ne confinent pas le débat européen aux seuls intérêts électoraux nationaux.

Le Comité pour l'Union européenne conduit des actions dans cinq directions :

1) **Conférences spécialisées** : Elles font appel à des intervenants extérieurs de nationalités diverses : Universitaires, Parlementaires européens, fonctionnaires des Communautés européens, chefs d'entreprises, économistes, personnalités européennes, africaines, etc ... ;

2) **Réunions publiques** : Elles sont organisées en différents points de la Région Rhône-Alpes et permettent de souligner la nécessité de l'Union européenne ;

3) **Interventions auprès des élus** : Ces contacts ont pour objet d'obtenir que des intergroupes fédéralistes se constituent au sein de l'Assemblée Nationale, du Sénat, du Conseil Régional, des Conseils Généraux, du Comité économique et social ;

4) **Colloques, Journées d'études** : Ils sont organisés en liaison avec des partenaires associatifs, universitaires, socio-économiques afin de contribuer à la connaissance de thèmes particuliers tels que l'Emploi, le Dialogue Nord/Sud, la Recherche, l'Immigration, etc ... ;

5) **Diffusion d'un journal d'informations européennes** : Nous disposons pour cela de "Fédéchosés-pour le Fédéralisme". Sa parution actuellement trimestrielle devrait devenir plus fréquente.

Autant d'actions qui devraient contribuer à mobiliser les forces vives de la société et les populations afin que 1989 soit véritablement l'année qui verra se concrétiser l'Union européenne.

Pour atteindre ce but, nous comptons sur vous et souhaitons vous voir rejoindre le rang de nos adhérents.

Alain Réguillon  
Président du Comité  
Pour l'Union Européenne

## COMITE POUR L'UNION EUROPEENNE

### DECLARATION DE PRINCIPE

Le Comité Pour l'Union Européenne se fixe pour objectif de mobiliser l'opinion publique et les forces vives de la société pour la réalisation de l'Union Européenne.

Pour cela, il se réfère à la "déclaration des citoyens" adoptée par l'Union Européenne des Fédéralistes en septembre 1986 et au projet de traité d'Union Européenne voté par le Parlement Européen en 1984.

Face aux grands défis de notre temps, l'Europe n'a que trop pris de retard. Il est impératif qu'elle parvienne à dépasser les égoïsmes nationaux afin de se doter des moyens institutionnels d'une politique économique, sociale, monétaire, culturelle et écologique qui lui permettront d'assurer sa défense et de contribuer à la paix, à la démocratie et au bien-être des peuples du monde.

Il n'est pas prétentieux, ni utopiste, de dire cela. L'Europe a un rôle particulier à jouer dans le monde en raison de sa diversité culturelle et de son histoire ainsi que des liens privilégiés qu'elle a noués avec les Pays en Voie de Développement, notamment dans le cadre du dialogue Nord-Sud.

L'Europe a également un devoir vis-à-vis des pays d'Europe centrale et d'Europe de l'Est avec lesquels elle partage un passé qui doit lui permettre, en dépassant l'antagonisme des deux blocs, de contribuer à l'évolution démocratique de ces Etats.

L'Europe n'appartient à personne. C'est pourquoi le Comité Pour l'Union Européenne entend rassembler toutes celles et tous ceux qui veulent conduire une action au-delà des clivages traditionnels.

L'association librement consentie de tous les Européens, et au-delà de tous les hommes, doit favoriser la réalisation d'un monde de Libertés, de Paix, de Justice et de Solidarité.

C'est pourquoi le Comité Pour l'Union Européenne lance un appel pour que lors des élections européennes de 1989, le Parlement Européen reçoive mission de rédiger un Traité-Constitution de l'Union Européenne.

### DECLARATION POLITIQUE DE L'INTERGROUPE FEDERALISTE DU PARLEMENT EUROPEEN

1. Le 9 juillet 1980 - à l'initiative d'Altiero Spinelli - neuf députés du premier Parlement européen élu au suffrage universel décidaient de constituer un intergroupe, ayant pour but la réalisation de l'Union européenne grâce à l'action de la seule représentation démocratique au niveau communautaire, le Parlement Européen.

Cet intergroupe fut généralement connu sous le nom de "Club du Crocodile" : sous son impulsion, une commission institutionnelle fut constituée avec la tâche d'élaborer les propositions nécessaires pour la réalisation de l'Union européenne.

Le 14 février 1984, le Parlement européen adoptait, à la majorité absolue de ses mem-

bres, le projet de Traité instituant l'Union européenne. Ce projet devait recevoir - avant et après les élections européennes en juin 1984 - l'appui de plusieurs Parlements nationaux, de chefs d'Etat et de gouvernement et des forces politiques, économiques, sociales et culturelles les plus importantes dans nos pays.

2. Accepté dans son esprit et dans sa méthode par la majorité des représentants des chefs d'Etat et de gouvernement réunis dans le Comité Dooge, le projet de la Traité a été complètement ignoré par les gouvernements à partir du moment où ils ont décidé d'entamer une négociation diplomatique, conduite inévitablement sous la contrainte de l'unanimité.



Le résultat de l'impulsion donnée par le Parlement européen a été donc - jusqu'à maintenant - l'Acte Unique Européen, adopté par la Conférence Intergouvernementale de Luxembourg. Cet Acte donne une réponse largement insatisfaisante aux exigences concrètes, soulevées avec le projet du Parlement et notamment au déficit démocratique existant au niveau communautaire, au manque d'efficacité du processus décisionnel, à la nécessité et à l'urgence d'unifier les pays d'Europe.

3. Les expériences plus récentes ont montré combien il est urgent et nécessaire que nos pays et nos peuples soient réellement gouvernés et qu'ils le soient démocratiquement.

Dans beaucoup de secteurs qui touchent la vie concrète du citoyen et, notamment, les problèmes du chômage, de la sécurité, de l'environnement, de la coopération monétaire, du retard technologique de l'Europe, de la coopération avec le Tiers Monde, des Droits de l'Homme, l'absence d'une voix commune de l'Europe a été toujours frappante.

4. Il s'agit maintenant de reprendre rapidement la voie de l'Union européenne, à partir encore une fois de l'impulsion et de l'action de la seule représentation démocratique au niveau communautaire, le Parlement européen.

La stratégie que les élus des peuples européens devront établir, en vue des élections européennes en juin 1989, aura une influence déterminante pour l'avenir du Parlement européen et pour le processus d'intégration de l'Europe.

5. L'appui des forces politiques, économiques, sociales et culturelles et le rôle d'information et de sensibilisation des mass-média et de la presse sont évidemment essentiels.

A côté de cet appui, l'action de mobilisation des pouvoirs locaux, des fédéralistes européens, de nouvelles initiatives (dont la plus récente du "Comité d'action Altiero Spinelli pour l'Union européenne" assume pour nous une signification toute particulière) sera extrêmement précieuse.

6. Nous sommes toutefois convaincus que la première étape de la nouvelle stratégie qui nous conduira jusqu'aux élections de 1989 doit être établie et consolidée dans le Parlement européen. Un consensus très large doit être recherché au-delà des clivages idéologiques traditionnels, en rassemblant tous les innovateurs qui sont prêts à agir pour réaliser l'Union européenne.

Dans cet esprit, nous avons décidé de constituer un intergroupe fédéraliste pour l'Union européenne, avec le but de renforcer et rendre permanents les liens et l'engagement de tous ceux qui veulent agir pour réaliser l'Union européenne.

7. Nous sommes, d'autre part, conscients que la réalisation de l'Union européenne constituera le résultat d'un processus démocratique dans lequel devront être étroitement engagés tous les citoyens européens, à travers leurs représentants légitimes au niveau européen et national.

Sur la base de cette conviction, nous faisons appel à tous nos collègues dans les Parlements nationaux, en leur demandant de s'associer à notre initiative et de se mobiliser avec nous pour réaliser cet objectif démocratique fondamental qui réside dans l'unification de l'Europe.

8. Il faut agir - et agir tout de suite - pour donner à nos peuples les moyens indispensables pour se gouverner, dans le respect de leurs diversités, dans la liberté et dans la sécurité, dans la recherche et dans le maintien de la paix, dans la commune responsabilité envers les pays et les peuples les plus pauvres du monde.



## DE LA COMMUNAUTÉ A L'UNION : UNE STRATEGIE POUR DEMAIN

Extrait des débats du Parlement européen - Doc. A2.28.87.

En février 1984, le Parlement européen a adopté un projet de Traité sur l'Union européenne après un long et patient travail de sa commission institutionnelle. L'objectif était d'étendre les compétences de la Communauté européenne et, sur le plan des institutions, d'éliminer la pratique du veto au Conseil et de donner un véritable pouvoir de codécision législative au Parlement européen. Le député Altiero SPINELLI, grande figure du mouvement fédéraliste, avait été l'un des inspirateurs les plus ardents de ce processus. Les chancelleries nationales allaient-elles se montrer enthousiastes et adopter ce projet de Traité ? Eh bien non ! Mais on ne peut pas dire qu'elles l'enterrèrent purement et simplement : les faits constatés et les vérités proclamées étaient par trop évidents. Cela conduisit les Douze à adopter l'Acte unique en décembre 1985.

Modifiant le Traité de Rome, l'Acte unique accroît quelque peu les compétences de la Communauté, ouvre le champ des matières où l'unanimité ne sera plus de mise au Conseil (notamment en ce qui concerne l'achèvement du marché intérieur, le grand objectif de 1992) et donne au Parlement européen, pour l'élaboration des "lois" européennes, non pas la codécision souhaitée mais le droit, dans certains cas, à une deuxième lecture. Le Parlement entend bien exploiter les nouvelles possibilités ouvertes par l'Acte unique, mais il y insiste : il est loin d'ouvrir la voie à l'Union européenne qui reste l'objectif à poursuivre.

Le but est donc clair. Reste à savoir comment le réaliser ? Le Parlement européen a défini les moyens, en adoptant à une large majorité le rapport intérimaire de M. Fernand HERMAN (PPE, B). Il s'agit de trouver un moyen terme entre l'approche purement parlementaire qui fut celle tentée avec un demi succès en 1984 et l'approche intergouvernementale chère aux Etats mais qui aboutit inéluctablement à des plus petits communs dénominateurs. Si l'on compare la réalisation de l'Union européenne à une course contre la montre par équipe dans le Tour de France, il faut éviter, d'une part, qu'un rouleur trop brillant ne lâche ses coéquipiers et, d'autre part, que ce soit le plus lent qui impose le rythme en tête.

Suivons le raisonnement du rapporteur : les Etats membres ne peuvent répondre aux aspirations des citoyens dans des domaines de plus en plus nombreux : emploi, environnement, monnaie, technologie, ... Le Parlement européen "réclame les pouvoirs que les Parlements nationaux ne sont plus en mesure d'exercer et ne demande pour la Communauté que les compétences qui seront mieux exercées à moindre coût au niveau européen". Comment ? En associant étroitement le Conseil, le Parlement et la Commission en vertu du principe d'une légitimité européenne vraiment partagée.

Faudrait-il, comme certains le prétendent, attendre le bilan de l'Acte unique ? Non, car le marché unifié - à supposer qu'il soit réalisé en 1992 - ne pourrait subsister, ne fut-ce que quelques mois, sans une intégration plus poussée des politiques économiques et monétaires des Etats membres. S'agirait-il d'un dessein utopiste ? Certes non. Les rêveurs "sont ceux qui croient que 12 gouvernements chargés de la défense de leurs intérêts nationaux, souvent divergents à courte échéance, peuvent prendre correctement en charge les intérêts de la Communauté et de ses 320 millions de citoyens".

Il serait donc opportun que le Conseil donne "la mission" au Parlement européen de rédiger un projet d'Union européenne, la mission et non pas le mandat : le seul mandat du Parlement européen, c'est celui qui lui est conféré par ses électeurs !

D'accord avec le rapporteur et au demeurant l'ensemble des forces parlementaires, le Président de la Commission, Jacques DELORS, a souligné que les élections européennes de 1989 devraient avoir un enjeu clair : il faudra que les électeurs sachent sur quoi ils votent. Le Président du Conseil, Léo TINDEMANS, certes poussé dans ses retranchements par le rapporteur, a déclaré qu'à titre personnel, il serait d'accord pour confier au Parlement européen la tâche de rédiger un projet d'Union européenne, mais il n'est pas sûr que tous le suivraient ...